

Le salaire au bout de leur kalachnikov

PHILIP VERWIMP, UNIVERSITÉ D'ANVERS ET ECARES

L'est du Congo est à nouveau en état de guerre. Et le Congo n'est pas seul dans ce cas. En 2008, les Nations Unies ont déployé 197 missions d'urgence. Pourquoi ces guerres et pourquoi est-il si difficile de les arrêter ? Le général rebelle Nkunda, d'origine tutsie, se bat-il uniquement parce que ses hommes et « sa » population sont en danger ? Pourquoi l'armée congolaise n'est-elle pas intervenue plus tôt pour lutter contre la présence des groupes armés Hutus ? Les réponses sont en bonne partie liées aux structures incitatives d'une économie de guerre.

En 2007, j'ai dirigé une étude au Burundi, pays qui sortait d'une dizaine d'années de guerre civile. Nous avons interviewé 1 400 ménages qui avaient fait l'objet d'une enquête de même nature menée par la Banque mondiale en 1997. La comparaison des deux études nous a permis de découvrir qu'en 2007, comme en 1997, le pourcentage de la population qui vivait sous le seuil de pauvreté était constant à 68 %.

Cependant, il ne s'agissait pas des mêmes ménages : la « richesse » avait changé de mains. Les ménages dont un membre a participé à un mouvement rebelle disposent maintenant d'un revenu supérieur de 30 % à celui des ménages qui n'y ont pas participé. La guerre avait produit des gagnants : les rebelles. Et des perdants : les autres (1).

Lorsqu'un accord de paix est conclu, les combattants, qu'ils fassent partie des rebelles ou de l'armée régulière, sont démobilisés et bénéficient d'un accompagnement pour les réintégrer à la vie civile, y compris un montant forfaitaire compris entre 500 et 1 000 \$ pour les soldats et les sous-officiers.

Généralement, ces ex-combattants ont dépensé cette somme en quelques mois et se retrouvent toujours sans emploi. Il n'est dès lors

pas surprenant que beaucoup d'entre eux rejoignent des gangs criminels pour retrouver leur « revenu de guerre ».

Si l'on réfléchit aux chiffres qui ressortent de notre étude, on comprend que les conditions économiques sont bien le moteur de la guerre dans sa durée : les ex-soldats expliquent souvent que leur kalachnikov leur procurait un bien meilleur salaire que l'emploi « civil » offert. L'écart de revenu de 30 % correspond à des « affaires » très lucratives, dont le trafic de minerais, que les chefs de milice (et parfois les généraux de l'armée régulière) tiennent à protéger.

Pire, en l'absence d'opportunités plus viables, les jeunes ont intérêt à rejoindre les mouvements rebelles, ne fût-ce que pour prendre leur part du gâteau, protéger leurs proches et piller les ressources des autres. L'Afrique n'est pas seule dans ce cas. En Colombie, la chute des cours du café a été suivie par une nette intensification de l'activité rebelle. Dès que le cours remonte, l'activité rebelle baisse : une illustration du classique coût d'opportunité.

Les pays affectés par la guerre ne souffrent pas uniquement du chômage et des conditions de revenus médiocres dans l'économie civile. Il faut également reconstruire toute l'infrastructure détruite, restaurer la cohésion sociale et la confiance. La reconstruction de l'infrastructure est coûteuse mais, somme toute, relativement simple. Une étude portant sur le Vietnam montre que les bombardements américains n'ont pas ralenti le potentiel de croissance 30 ans plus tard (2). Par contre, la reconstruction de la cohésion sociale et de la confiance est singulièrement plus difficile. C'est là l'effet le plus pervers des guerres civiles : elles affectent durablement la confiance et rendent l'État incapable de corriger les incitations économiques qui favorisent les milices. Pour en finir avec ces guerres qui ruinent l'Afrique, il faut assurer la sécurité des populations (c'est souvent l'insécurité qui est à l'origine de ces guerres) et reconstruire l'infrastructure détruite. Mais, quoique nécessaire, ce n'est pas suffisant ! Il faut aussi reconstruire le capital social et offrir

des opportunités suffisantes sur les marchés « hors milice ». Seules des incitations économiques à ne plus participer aux guérillas peuvent mettre fin à ce gâchis. ◇

▷ (1) P. Verwimp et T. Bundervoet T., Consumption Growth, Household Splits and Civil War, ECORE Discussion Paper 2008-69.

(2) G. Roland et T. Miguel, The long run impact of bombing Vietnam, Working Paper, University of California at Berkeley, 2006.

▷ ECORE est né en 2006 de l'association de deux centres d'excellence (le CORE à l'UCL et ECARES à l'ULB) qui ont largement contribué à la réputation internationale de la recherche belge en économie, finance, recherche opérationnelle, économétrie et statistique.



Photo AFP

L'Echo

DU SAMEDI 8
AU MARDI 11 NOVEMBRE 2008